

L'ONU appelle à un processus électoral inclusif au Burundi

PANA, 24/06/2010 Bujumbura, Burundi - Le Conseil de Sécurité des Nations unies appelle l'ensemble des acteurs politiques burundais à participer "pleinement" au processus électoral moins d'une semaine de la présidentielle à laquelle l'opposition refuse de prendre part pour protester contre des "fraudes massives" qui auraient entouré les municipales du 24 mai dernier. Le Burundi est engagé depuis le mois dernier dans un marathon électoral qui doit encore se poursuivre par la présidentielle du 28 juin prochain, les parlementaires de juillet, avant de finir par le choix des chefs de collines (les plus petites entités administratives de parfois dix ménages au Burundi).

Dans une déclaration du Conseil de Sécurité dont une copie a été transmise jeudi à la PANA par le Bureau international des Nations unies au Burundi (BINUB), les signataires soulignent l'importance d'assurer un processus électoral "inclusif, pacifique, libre et équitable, dans l'esprit de la réconciliation consignée dans la constitution burundaise et dans le respect du code électoral burundais". Au sujet du processus électoral que les Nations unies veulent "pacifique", l'opposition et la mouvance présidentielle continuent à se rejeter mutuellement la responsabilité des violences électorales déclenchées les attentats sans fin à la grenade à travers pratiquement tout le pays et qui ont fait à ce jour plus d'une cinquantaine de blessés. Le pays est, par ailleurs, sans nouvelles du leader des Forces nationales de libération (FNL, ancienne rébellion), Agathon Rwaso, au cours de ces dernières 48 heures, ce qui en rajoute à la peur ambiante au fur et à mesure qu'approchent de nouvelles échéances électorales et alimente dans l'opinion des rumeurs folles de son éventuel retour au maquis pour en découdre par les armes avec l'Etat burundais. Selon ses proches, le patron des FNL et actuel directeur général (par reconversion socioprofessionnelle) de l'Institut national de sécurité publique (INSS, en charge des retraites des fonctionnaires de l'Etat), se trouve "quelque part au repos" depuis qu'il a quitté lundi son domicile pour une "sécurité de prières". Quelques jours avant, la police avait effectué une descente musclée au domicile de l'ancien chef rebelle pour disperser un campement de militants et sympathisants monté spontanément pour protéger leur idole contre une éventuelle arrestation. Lors des élections municipales du mois dernier, les FNL étaient arrivées en seconde position, mais loin derrière le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD parti présidentiel). La contestation de ces résultats et la vague d'attentats à la grenade ont valu aux FNL un grand nombre d'emprisonnements de militants pour des besoins d'enquêtes policières et judiciaires sur leur rôle présumé dans les violences électorales.